

**Assemblée générale**

Distr. générale
27 avril 2017
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session
Point 152 de l'ordre du jour
Financement de l'Opération
des Nations Unies en Côte d'Ivoire

**Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire : rapport
sur l'exécution du budget de l'exercice allant
du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédit ouvert pour 2015/16	402,794,300
Dépenses de 2015/16	354,114,000
Solde inutilisé de 2015/16	48,680,300
Crédit ouvert pour 2016/17	171,937,800
Montant estimatif des dépenses de 2016/17 ^a	168,768,600
Montant estimatif du solde inutilisé de 2016/17 ^a	3,169,200

^a Montant estimatif au 28 février 2017.



I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 ([A/71/732](#)). Aux fins de son examen, il a rencontré des représentants du Secrétaire général qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 21 avril 2017.
2. Le mandat de l'ONUCI, établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution [1528 \(2004\)](#) du 27 février 2004, a été prorogé tout récemment jusqu'au 30 juin 2017 par la résolution [2284 \(2016\)](#) du 28 avril 2016, dans laquelle le Conseil a prié le Secrétaire général d'achever, avant le 30 avril 2017, le retrait de tout le personnel en tenue et de tout le personnel civil de l'ONUCI, à l'exception des personnes indispensables pour permettre à la Mission de s'acquitter de son mandat, et de s'employer à achever la fermeture de l'Opération entre le 1^{er} mai et le 30 juin 2017.
3. Le Comité consultatif rappelle que, conformément à la résolution [69/258 B](#) de l'Assemblée générale, le crédit ouvert pour le fonctionnement de l'Opération pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 a été réduit d'un montant de 15 447 500, pour s'établir à un montant brut de 402 794 300 dollars (soit un montant net de 395 517 400 dollars).

II. Exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016

4. Les informations relatives à l'exécution du mandat de l'Opération sont fournies aux paragraphes 4 à 7 du rapport sur l'exécution du budget ([A/71/732](#)). Le Secrétaire général indique que le montant total des dépenses engagées pour le fonctionnement de l'Opération pour 2015/16 s'est élevé à 354 114 000 dollars, par rapport au montant total brut de 402 794 300 dollars ouvert par l'Assemblée générale dans sa résolution [69/258 B](#), ce qui représente un taux brut d'exécution du budget de 87,9 %. Des informations détaillées sur l'exécution du budget de l'Opération sont fournies aux paragraphes 8 à 21 du rapport sur l'exécution du budget.
5. Le Secrétaire général a fourni des informations sur l'exécution du budget de l'Opération pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 au chapitre III du rapport, qui présente un récapitulatif des ressources financières, des réaffectations de ressources, des évolutions des dépenses mensuelles, des autres produits et ajustements, des dépenses au titre du matériel appartenant aux contingents et des contributions non budgétisées.
6. L'analyse des écarts est présentée au chapitre IV du rapport du Secrétaire général. Il y est indiqué que le montant net du solde inutilisé s'explique par une réduction des dépenses au titre des trois catégories de dépenses suivantes : a) militaires et personnel de police (23 186 900 dollars ou 10,8 % des dépenses prévues); la réduction au titre de cette catégorie résulte d'une réduction de l'effectif autorisé de la composante militaire, en application de la résolution [2260 \(2016\)](#) du 20 janvier 2016 du Conseil de sécurité, et du fait que les taux effectifs de vacance de postes ont été plus élevés que prévu, des contingents ayant été rapatriés plus tôt que prévu; b) personnel civil (4 421 900 dollars ou 5,4 % des dépenses prévues); la réduction au titre de cette catégorie découle du fait que les taux effectifs de vacance de postes pour le personnel recruté sur le plan international, les Volontaires des

Nations Unies et le personnel fourni par des gouvernements ont été plus élevés que prévu; c) dépenses opérationnelles (21 071 500 dollars ou 20 % des dépenses prévues); la réduction au titre de cette catégorie découle principalement de la baisse du coût des carburants et lubrifiants et à la diminution des dépenses afférentes aux services collectifs de distribution, d'élimination des déchets et d'entretien ainsi que de celles engagées au titre de l'acquisition de matériel de génie et de groupes électrogènes. Certains écarts résultent par ailleurs de la dépréciation du franc CFA par rapport au dollar des États-Unis (le taux prévu était de 1 dollar des États-Unis = 538,3 francs CFA, alors que le taux effectif moyen s'est établi à 1 dollar des États-Unis = 593,75 francs CFA).

7. Le Secrétaire général indique qu'un crédit de 16 149 200 dollars a été ouvert au titre du personnel recruté sur le plan national et que les dépenses correspondantes se sont élevées à 19 624 200 dollars, soit un dépassement de crédit de 3 475 000 dollars, ou 21,5 %. Le Comité a noté que le Secrétaire général indiquait dans son rapport que l'écart s'expliquait par le fait qu'en ce qui concernait les administrateurs et les agents des services généraux recrutés sur le plan national, la classe et l'échelon du personnel de l'ONUCI (NPO-C, échelon 5 et G-5, échelon 4, respectivement) étaient, en moyenne, supérieurs à ce qui était prévu dans le budget, à savoir NPO-B, échelon 1 et G-4, échelon 7. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé que l'augmentation des dépenses était due au traitement net versé à l'administrateur recruté sur le plan national, correspondant à la classe NOB/6 et s'élevant à 2 085 667 francs CFA (soit 3 521 dollars), alors que le montant prévu dans le budget 2016/17 était de 1 358 174 francs CFA (soit 2 294 dollars), d'où un dépassement de crédit de 53 % pendant l'exercice 2016/17. **Le Comité consultatif est d'avis que la justification des dépenses engagées en raison de l'augmentation des dépenses de personnel manque encore de clarté et compte qu'un complément d'information sera communiqué à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget.**

8. Le Secrétaire général indique qu'un crédit de 1 296 400 dollars a été ouvert au titre de la rubrique Santé et que les dépenses correspondantes pour l'exercice 2015/16 se sont élevées à 798 800 dollars, d'où un solde inutilisé de 497 600 dollars, soit 38,4 % de moins que le crédit ouvert. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a également été informé que la diminution des dépenses au titre de la rubrique Santé s'expliquait par : a) le retard pris dans l'achat de fournitures médicales et de médicaments et d'articles consommables dentaires et dans le paiement des frais de laboratoire, certains de ces achats ne pouvant être effectués dans le cadre de contrats-cadres; b) la diminution des dépenses engagées au titre des rations de sang, des médicaments, des trousses médicales et d'articles consommables en raison de la baisse du nombre de dispensaires exploités et entretenus suite à la réduction du personnel militaire dans le contexte de la réduction globale des effectifs de l'Opération; c) le fait que le remboursement aux pays fournisseurs de contingents des vaccins contre la fièvre jaune pour les membres des contingents n'ait pas encore été effectué. S'agissant de ce dernier point, le Comité a été informé que l'Opération est en train d'examiner la demande présentée par le Gouvernement, qu'il soumettra au Siège une fois les vérifications nécessaires effectuées. **Notant la procédure particulière de remboursement direct dont font l'objet les vaccins contre la fièvre jaune et qui est décrite dans le Manuel des règles et procédures régissant les remboursements et le contrôle relatifs au matériel appartenant aux forces militaires ou de police des pays qui participent aux opérations de maintien de la paix (Manuel relatif au matériel appartenant aux contingents), le Comité consultatif estime qu'un point sur cette question devrait être fait à l'intention de l'Assemblée générale lors de l'examen par cette dernière du rapport du Secrétaire général.**

Erreurs dans la comptabilisation des dépenses

9. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu des informations indiquant que certaines dépenses avaient été incorrectement comptabilisées et inscrites à des rubriques autres que celles dans lesquelles elles avaient été budgétisées, d'où un certain nombre d'écarts signalés dans le rapport sur l'exécution du budget. En réponse à ses questions à ce sujet, le Comité a été informé que le solde inutilisé de 208 300 de dollars (41.1 %) constaté au titre des consultants s'expliquait en partie par le fait que les dépenses afférentes aux vacataires, qui avaient été initialement inscrites dans le budget à la rubrique des consultants en formation et des installations et infrastructures, avaient été par erreur comptabilisées à la rubrique Consultants (hors formation). **Le Comité consultatif craint que ces erreurs dans la comptabilisation n'empêchent de comparer et d'analyser correctement l'évolution des dépenses.** Les observations et recommandations du Comité sur cette question figurent également dans son rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général ([A/71/836](#)).

10. Le Secrétaire général indique que le montant total de 65 223 900 dollars comprend le solde inutilisé de 48 680 300 dollars pour la période allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 et les recettes diverses de l'exercice clos le 30 juin 2016, qui s'élèvent à un montant de 16 543 600 dollars (soit 993 400 dollars au titre des intérêts créditeurs; 1 325 300 dollars au titre des autres recettes ou recettes accessoires; et 14 224 900 dollars au titre de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'au 22 mars 2017, le montant des engagements non réglés pour l'exercice 2015/16 s'élevait à 13 854 800 dollars.

Questions ayant trait au rapport du Comité des commissaires aux comptes

11. Lors de son examen du rapport du Secrétaire général sur le financement de l'ONUCI, le Comité consultatif était également saisi du rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2016 [[A/71/5 \(Vol. II\)](#)]. Le Comité des commissaires aux comptes y constatait que l'Opération était l'une des quatre missions affichant les écarts les plus importants entre budget et dépenses. Il a également formulé des observations et des recommandations relatives à l'ONUCI concernant le cas des actifs entièrement amortis mais toujours utilisés, les montants dus de longue date dans le cas des créances interinstitutions et l'utilisation faite des transferts.

12. Le Comité consultatif formule d'autres observations concernant les renseignements présentés dans le rapport sur l'exécution du budget ([A/71/732](#)) dans l'examen de l'exercice actuel présenté à la section III ci-dessous.

III. Information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

A. Mandat et résultats attendus

13. Le Secrétaire général a rappelé dans son rapport que, dans sa résolution [2284 \(2016\)](#) du 28 avril 2016, le Conseil de sécurité a décidé que le mandat de l'ONUCI serait prorogé pour une dernière période prenant fin le 30 juin 2017. Dans la même résolution, le Conseil a : a) prié le Secrétaire général d'achever, avant le 30 avril 2017, le retrait de tout le personnel en tenue et de tout le personnel civil de l'ONUCI, à l'exception des personnes indispensables pour permettre à la Mission de s'acquitter de son mandat (voir par. 17); b) a décidé que du 1^{er} mai au 30 juin 2017,

le mandat de l'ONUCI consisterait à achever la fermeture de la Mission (voir par. 18).

14. Comme indiqué au paragraphe 7 du rapport du Comité consultatif (A/71/676), l'Opération s'est employée à conclure ses activités restantes et le transfert des fonctions résiduelles au Gouvernement, à l'équipe de pays des Nations Unies et aux partenaires et, en parallèle, à procéder à sa liquidation. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que la procédure de transition avait commencé après la signature du plan de transfert des responsabilités de l'ONUCI, le 17 octobre 2016. Le Comité a également été informé que ledit plan comporte six éléments essentiels, à savoir : a) la cohésion sociale; b) les droits de l'homme et la justice transitionnelle; c) la réforme du secteur de la sécurité; d) le programme de désarmement, démobilisation et réintégration, la gestion des armes et le désarmement de la population civile; e) la défense, la sécurité et le maintien de l'ordre; f) la communication (et en particulier les activités de la station de radio FM de l'ONUCI).

15. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a également été informé que les formalités relatives au départ de l'Opération du personnel administratif civil étaient en cours et s'achèveraient avant la clôture des comptes et que certaines tâches étaient externalisées et confiées au Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) et à des entités du Siège.

B. Situation financière de l'ONUCI

16. Dans sa résolution 71/271, l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, au titre de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017, un crédit de 171 937 848 dollars destiné à financer le fonctionnement de l'Opération, y compris le montant de 153 046 000 dollars qu'elle a approuvé antérieurement dans sa résolution 70/272 pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2016.

17. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'au 3 avril 2017, le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres pour financer l'Opération depuis sa création s'établissait à 5 917 751 400 dollars. Le Comité consultatif a également été informé que les paiements reçus jusqu'à cette date s'élevaient à 5 889 042 800 dollars, le montant restant dû s'élevant donc à 28 708 600 dollars. Au 3 avril 2017, le solde de trésorerie de l'Opération se montait à 91 942 800 dollars, montant suffisant pour financer la réserve de trésorerie correspondant à trois mois de dépenses, soit 34 499 700 dollars.

18. Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale a souligné à plusieurs reprises que tous les États Membres doivent s'acquitter ponctuellement, intégralement et sans conditions des obligations financières que leur impose la Charte des Nations Unies (voir les résolutions 70/247, 70/271 et 70/285 de l'Assemblée). Il réaffirme également que le Secrétaire général doit réfléchir aux moyens envisageables pour régler le problème du retard de paiement des quotes-parts, notamment en relançant plus activement les États Membres concernés (voir A/70/742/Add.3, par. 9).

19. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'au 31 décembre 2016, un montant de 68 868 900 dollars avait été versé au titre du remboursement aux gouvernements du coût des contingents aux taux standard pour la période allant de janvier à octobre 2016, et qu'un montant de 8 916 365 dollars a été versé le 15 mars pour la période allant du 1^{er} novembre 2016 au 31 janvier 2017. Pour la période allant de janvier à septembre 2016, des paiements d'un montant de

40 436 200 dollars ont été faits au titre du remboursement du matériel appartenant aux contingents, de sorte que le solde dû au 31 décembre 2016 s'élevait à 5 723 900 dollars. Un montant supplémentaire de 4 887 731 dollars a été versé le 20 mars 2017 pour la période allant du 1^{er} octobre au 31 décembre 2016.

20. Ayant posé des questions concernant les demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité depuis la création de l'Opération, le Comité consultatif a été informé qu'en mars 2017, un montant cumulé de 5 802 500 dollars avait été versé dans le cadre de 147 demandes. Il a également appris que sept demandes d'indemnisation étaient encore en instance. **Le Comité consultatif compte que toutes les demandes en instance seront traitées rapidement.**

21. Le Comité consultatif a également été informé qu'au 28 février 2017, les chiffres concernant le déploiement des effectifs de la Mission s'établissaient comme suit :

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif autorisé/approuvé^a</i>	<i>Effectif prévu (moyenne)^b</i>	<i>Effectif réel (moyenne)</i>	<i>Taux moyen de vacance (pourcentage)</i>
Observateurs militaires	192	112	93	17
Contingents	3 808	2 139	1 747	18
Police des Nations Unies	500	406	250	38
Unités de police constituées	1 000	1 000	366	63
Personnel recruté sur le plan international	251	228	208	9
Personnel recruté sur le plan national	545	421	395	6
Volontaires des Nations Unies	89	73	64	12

^a Niveau le plus élevé de l'exercice en ce qui concerne les militaires et le personnel de police et les postes approuvés pour le personnel civil.

^b Représente le niveau moyen des effectifs autorisés en application de la résolution [2284 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité pour le personnel militaire et du plan de retrait du personnel civil.

22. Le Comité a reçu un tableau des dépenses effectives et du montant estimatif des dépenses de l'exercice 2016/17, assorti d'explications des écarts. Au 28 février 2017, le montant estimatif des dépenses s'élevait à 141 303 200 dollars. À la fermeture de l'Opération (30 juin 2017), le montant estimatif total des dépenses devrait s'élever à 168 768 700 dollars, ce qui laisserait un solde inutilisé de 3 169 100 dollars. Ayant demandé des précisions, le Comité a reçu des informations indiquant qu'au 6 avril 2017, le solde des comptes débiteurs (les débiteurs étant d'autres organismes des Nations Unies) se montait à 163 341 dollars.

C. Liquidation, remise en état et dépollution de l'environnement

23. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que tous les éléments de passif connus figuraient dans les livres et documents comptables de l'Opération et que le solde de trésorerie actuellement disponible sur le Compte spécial de l'ONUCI était suffisant pour couvrir les sommes dues à tous les pays fournisseurs de contingents ou d'unités de police constituées.

24. Le Comité consultatif a également été informé que l'Opération comptait transférer à une autre mission des actifs d'une valeur estimée à 11,5 millions de dollars, transférer au Département de la sûreté et de la sécurité des actifs d'une valeur estimée à 710 000 dollars et vendre des actifs d'une valeur estimée à près de 7 millions de dollars. **Le Comité consultatif compte que la liquidation des actifs soit conforme aux dispositions de l'article 5.14 du Règlement financier et des**

règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies (voir aussi [A/71/676](#), par. 38).

25. Dans son rapport, le Secrétaire général a noté que, compte tenu du fait que le délai de fermeture avait été raccourci, il pourrait y avoir un passif imprévu après le 30 juin 2017, les sommes dues aux gouvernements des pays qui fournissent des contingents militaires, des unités de police constituées ou d'autres biens ou services restant valables pendant cinq ans. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que cela tiendrait aux paiements concernant le personnel, aux demandes de remboursement des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, aux activités prescrites de dépollution et à l'obligation consistant à remettre les bâtiments et installations dans leur état d'origine.

Indemnité pour frais d'études et dépollution de l'environnement

26. Ayant demandé des précisions concernant l'indemnité pour frais d'études, le Comité consultatif a été informé que, dans le budget de l'exercice 2016/17, des crédits avaient été demandés à la rubrique Dépenses communes de personnel pour le personnel recruté sur le plan international et qu'aucune nouvelle demande n'était attendue au-delà de la date de fermeture de l'Opération, le 30 juin 2017. Cependant, le Comité a également été informé qu'en vertu de la disposition 3.17 du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, le fonctionnaire qui n'avait pas reçu l'indemnité pour frais d'études à laquelle il avait droit pouvait en obtenir le rappel en faisant valoir ses droits par écrit dans les douze mois qui suivaient la date à laquelle le fonctionnaire pouvait prétendre au premier versement.

27. Le Comité consultatif a demandé des informations chiffrées sur les éventuelles charges futures mais n'a pas obtenu de réponse. **Il compte que des informations chiffrées sur les passifs courants et les montants restant à verser au titre des indemnités pour frais d'études seront communiquées à l'Assemblée générale au moment où elle examinera le rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget.**

28. Ayant demandé des précisions concernant la dépollution, le Comité consultatif a été informé de l'état d'avancement des activités menées en ce sens, notamment l'excavation des terres polluées par l'huile et le carburant autour des groupes électrogènes et des ateliers de réparation des véhicules, le démantèlement des stations d'épuration et des postes de relèvement, le nettoyage des fosses septiques et des séparateurs eau-hydrocarbures et la collecte et l'élimination des déchets solides. Le Comité a également été informé que l'Opération avait excavé environ 100 tonnes de terre contaminée, principalement autour des réservoirs à carburant et des groupes électrogènes, et que les crédits approuvés au titre de la rubrique Installations et infrastructures tenaient compte du coût de la dépollution. **Le Comité consultatif compte que les enseignements que l'Opération aura tirés des activités de dépollution enrichiront la base de données centralisée qui est en cours d'élaboration et qui servira de référence lors des phases de retrait et de fermeture d'autres missions.** Les observations et recommandations du Comité sur les questions environnementales figurent dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général ([A/71/836](#)).

29. **Le Comité consultatif réaffirme que l'Opération doit faire fond sur les enseignements tirés de l'expérience d'autres opérations clôturées afin que sa propre clôture se fasse dans les meilleurs délais et dans le respect de tous les règlements et règles s'appliquant (voir [A/71/676](#)).**

Passif imprévu

30. En raison du fait que, comme le suggère le Secrétaire général, il pourrait y avoir un passif imprévu après la fermeture de l'Opération, le Secrétaire général recommande que l'affectation du solde inutilisé et des recettes diverses pour l'exercice 2015/16, d'un montant total de 65 223 900 dollars, soit reportée à la soixante-douzième session de l'Assemblée générale ([A/71/732](#), par. 74). Notant que la valeur des actifs qu'il est prévu de vendre est estimée à 7 millions de dollars environ, que le solde de trésorerie restant pour l'exercice 2016/17 s'élève à 91 942 800 dollars et qu'il n'existe pas de données chiffrées suffisantes concernant le passif financier, le Comité consultatif n'est pas convaincu de la nécessité pour l'Opération de conserver le montant total du solde inutilisé et des recettes diverses pour l'exercice clos le 30 juin 2016, qui s'élève à 65 223 900 dollars. **Le Comité consultatif recommande donc que le solde inutilisé de l'exercice 2015/16, d'un montant de 48 680 300 dollars, et les recettes diverses pour l'exercice clos le 30 juin 2016, d'un montant de 16 543 600 dollars, soient portés au crédit des États Membres.**

III. Conclusion

31. La décision que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du rapport sur l'exécution du budget de l'ONUCI est énoncée au paragraphe 74 du rapport du Secrétaire général. **Compte tenu des recommandations qu'il a formulées au paragraphe 30 ci-dessus, le Comité consultatif recommande que le solde inutilisé de 48 680 300 dollars de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 ainsi que les autres recettes de l'exercice clos le 30 juin 2016, d'un montant de 16 543 600 dollars, soient intégralement portés au crédit des États Membres dans les plus brefs délais.**

Documentation

- Exécution du budget de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 ([A/71/732](#))
- Rapports correspondants du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ([A/71/676](#) et [A/70/742/Add.13](#))
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général ([A/71/836](#))
- Rapport financier et états financiers vérifiés de l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 et rapport du Comité des commissaires aux comptes, volume II (Opérations de maintien de la paix des Nations Unies) [[A/71/5 \(Vol. II\)](#)]
- Résolutions [70/272](#) et [71/271](#) de l'Assemblée générale
- Résolutions [2260 \(2016\)](#) et [2284 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité